

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Sauvage

Prénom : Paul

Institution ou entreprise : Association Avenir Climatique

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?

Intitulé de votre contribution : Argent magique et responsabilité citoyenne

Résumé de votre contribution :

Les appels à contribution post-COVID19 fleurissent. Voici la mienne, qui soutient deux ambitions complémentaires : utiliser le fameux « argent magique » là où il sera utile, et accepter la légitimité des recommandations de la Convention Citoyenne pour le climat. L'argent magique existe, mais il doit aller à l'économie réelle, pas aux banques d'activité financière virtuelle. Que permet la création de dette ? De donner à des entreprises, des individus réels de l'argent créé de toutes pièces. En échange, l'entreprise ou l'individu rembourse la dette avec... de la valeur ajoutée, du travail réel. Résultat : un flot de valeur vers les plus puissants, d'où un accroissement des inégalités. Dans le contexte actuel, prêter plus d'argent pour maintenir à flots l'économie n'aura qu'un résultat à moyen terme : soumettre les états et entreprises à plus de dette, donc plus d'austérité. La dette qui serait issue de la pandémie n'est pas un investissement permettant de créer de la valeur, puisqu'elle permet simplement de survivre en attendant le déconfinement. Elle n'est pas remboursable. Il est plus cohérent (et plus courageux idéologiquement) de donner cet argent à la société civile sans attendre de contrepartie. Je vous propose de consulter et de soutenir les propositions de l'institut Rousseau à ce sujet, qui répond aux principales craintes soulevées par cette action. Le Monde que nous voulons. Qui est « nous »

? Dans notre système de démocratie représentative, « nous » dispose du capital culturel, symbolique, social et économique nécessaire pour être élu. « Nous » est généralement blanc, masculin, âgé et riche. C'est ce « Nous » qui prend les décisions dans l'intérêt de tous, dans la mesure de ce qui est accepté par « le peuple ». « Nous » aimerait bien mettre en œuvre une politique réellement durable, mais le peuple s'y oppose. Résultat ? Un pilotage politique boiteux profitant, par défaut, à ceux qui en maîtrisent les ficelles. C'est pourquoi la Convention Citoyenne pour le Climat, si elle est prise au sérieux, est une initiative précieuse : elle rend audible une portion de la population française qui est un autre « Nous », qui est, autant que faire-ce-peut, vraiment nous : tirée au sort, variée en âge et origines sociales, ignorante a priori des enjeux sur lesquels elle doit s'exprimer, mais curieuse et formée avec application aussi bien que pourrait l'être un ministre ou un sénateur. C'est à mon sens une institution bien plus légitime que celles qui nous gouverne actuellement, plus représentative. La Convention a pris l'initiative d'anticiper la date de remise officielle de ses travaux sur le climat : elle sait que dans un mois il sera trop tard, le climat et ses enjeux de moyen terme seront inaudibles. Les plans de relance économique à base d'énergies fossiles seront déjà tracés. C'est maintenant qu'il faut peser pour que le plan de relance post-épidémique soit bien un plan de transformation cohérente de notre société. Je vous invite à lire et soutenir les 50 propositions soumises au gouvernement, dont voici un extrait...

Les appels à contribution post-COVI19 fleurissent. Voici la mienne, qui soutient deux ambitions complémentaires : utiliser le fameux « argent magique » là où il sera utile, et accepter la légitimité des recommandations de la Convention Citoyenne pour le climat.

L'argent magique existe, mais il doit aller à l'économie réelle, pas aux banques d'activité financière virtuelle

Que permet la création de dette ? De donner à des entreprises, des individus réels de l'argent créé de toutes pièces. En échange, l'entreprise ou l'individu rembourse la dette avec... de la valeur ajoutée, du travail réel. Résultat : un flot de valeur vers les plus puissants, d'où un accroissement des inégalités.

Dans le contexte actuel, prêter plus d'argent pour maintenir à flots l'économie n'aura qu'un résultat à moyen terme : soumettre les états et entreprises à plus de dette, donc plus d'austérité. La dette qui serait issue de la pandémie n'est pas un investissement permettant de créer de la valeur, puisqu'elle permet simplement de survivre en attendant le déconfinement. Elle n'est pas remboursable. Il est plus cohérent (et plus courageux idéologiquement) de donner cet argent à la société civile sans attendre de contrepartie.

Je vous propose de consulter et de soutenir les [propositions de l'institut Rousseau](#) à ce sujet, qui répond aux principales craintes soulevées par cette action.

Le Monde que nous voulons

Qui est « nous » ? Dans notre système de démocratie représentative, « nous » dispose du capital culturel, symbolique, social et économique nécessaire pour être élu. « Nous » est généralement blanc, masculin, âgé et riche. C'est ce « Nous » qui prend les décisions dans l'intérêt de tous, *dans la mesure de ce qui est accepté par « le peuple »*. « Nous » aimerait bien mettre en œuvre une politique réellement durable, mais le peuple s'y oppose. Résultat ? Un pilotage politique boiteux profitant, par défaut, à ceux qui en maîtrisent les ficelles. C'est pourquoi la Convention Citoyenne pour le Climat, si elle est prise au sérieux, est une initiative précieuse : elle rend audible une portion de la population française qui est un autre « Nous », qui est, autant que faire-ce-peut, vraiment nous : tirée au sort, variée en âge et origines sociales, ignorante a priori des enjeux sur lesquels elle doit s'exprimer, mais curieuse et formée avec application aussi bien que pourrait l'être un ministre ou un sénateur. C'est à mon sens une institution bien plus légitime que celles qui nous gouverne actuellement, plus représentative. La Convention a pris l'initiative d'anticiper la date de remise officielle de ses travaux sur le climat : elle sait que dans un mois il sera trop tard, le climat et ses enjeux de moyen terme seront inaudibles. Les plans de relance économique à base d'énergies fossiles seront déjà tracés. C'est maintenant qu'il faut peser pour que le plan de relance post-épidémique soit bien un plan de transformation cohérente de notre société. Je vous invite à lire et soutenir les 50 propositions soumises au gouvernement, dont voici un extrait :

- **Rénover 20 millions de logements**

Les citoyens réclament tout d'abord de rendre obligatoire la rénovation énergétique globale des bâtiments d'ici à 2040, et d'ici à 2030 pour les « passoires thermiques, tous ces logements étiquetés F et G pour leurs faibles performances énergétiques. « Notre ambition, écrivent-ils, est de passer d'une rénovation par petits gestes et à petits pas à une rénovation globale (toit, isolation, fenêtres, chauffage et VMC), en multipliant par trois le rythme des rénovations. »

- **Favoriser les circuits-courts**

Les 150 demandent aussi un plan d'investissement pour l'agriculture avec une priorité donnée aux circuits courts, qui privilégierait la production locale, durable, à faible coût environnemental, et limiterait le transport de produits alimentaires. Pour les citoyens, la crise sanitaire et le confinement donne de la force à cette mesure. « Cela existe déjà avec la Loi Egalim mais on ne va pas encore assez loin », estiment les citoyens. Ils souhaitent promouvoir la création de fermes municipales et de plateformes de regroupement des productions.

- **Contenir l'étalement urbain**

Lutter contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain « de manière beaucoup plus efficace », afin d'agir en faveur de la biodiversité et de réduire les consommations d'énergie liées aux déplacements, est également l'une des mesures fortes proposées. Il s'agirait notamment de limiter, entre 2021 et 2030, le nombre d'hectares artificialisés par commune au quart de ce qui a été artificialisé entre 2000-2020, de stopper « immédiatement » les aménagements de nouvelles zones commerciales périurbaines « *très consommatrices d'espaces* » ou encore d'autoriser les réquisitions de logements et de bureaux vacants.

- **Réduire la place de la voiture**

Les citoyens veulent aussi réduire la place de la voiture individuelle, qui représente 16 % des émissions de gaz à effet de serre du territoire. Comment ? Avec la mise en place d'un plan d'investissement pour les transports en commun et pour les voitures sans essence et la relocalisation de certaines activités stratégiques pour éviter le transport de marchandises sur des milliers de kilomètres et garantir une plus grande autonomie alimentaire, énergétique et sanitaire. Pour encourager d'autres modes de transport, ils proposent de rendre obligatoire et d'augmenter (entre 500 et 1 800 euros par an) la prime de mobilité durable prévue par la loi d'orientation des mobilités.

- **Lutter contre la surconsommation**

Autre mesure importante : « une sorte de loi Evin sur le climat » qui vise à interdire dès 2023 la publicité sur les produits les plus émetteurs de gaz à effet de serre » mais aussi, de manière plus générale, de « limiter fortement les incitations quotidiennes et non choisies ». Aller vers des modes d'alimentation et de production plus sains en éduquant et en formant le consommateur aux pratiques de « sobriété numérique » et à l'environnement. Les membres de la convention proposent en ce sens de décliner « mini conventions citoyennes pour le climat » pour élaborer au niveau local des propositions.

- **Aller vers une économie moins carbone**

L'objectif est d'accélérer la transition vers une économie décarbonée (objectif européen et français fixé à 2050). Pour l'atteindre, les citoyens proposent que « d'ici à 2025, tout soutien à l'innovation s'inscrive dans une logique de sortie d'un modèle basé sur le carbone ». La recherche publique doit être financée dans les secteurs de l'innovation ayant un intérêt environnemental et écologique. Il faut « sortir de l'innovation pour l'innovation » précisent enfin les citoyens.

Pour eux, « la sortie de crise devra être l’occasion de revisiter les modes de production et de travail (...) pour porter l’espoir d’un nouveau modèle de société. »

Sources :

Institut Rousseau : <https://www.institut-rousseau.fr/coronabonds-helicoptere-monnaie-annulation-de-dettes-eviter-les-contre-verites-et-distinguer-lessentiel-de-laccessoire/>

Public Sénat : <https://www.publicsenat.fr/article/societe/climat-les-50-mesures-de-la-convention-citoyenne-devoilees-181869#.XpHWIVyGbEg.twitter>

Les consultations foisonnent et gardent les esprits occupés. Pour que des changements interviennent, il faut aussi que des mains s’en mêlent.

Paul Sauvage

Angers, 20 avril 2020